Faire l'expérience d'un statut en construction. Aléas, infortunes et revendications des réfugiés Nansen en France (1922-1942)

*Experimenting an Evolving Legal Status. Hazards, Mishap and Claims of Nansen
Refugees in France (1922-1942)*

*Experimentar un estatuto en construcción. Peligros, infortunios y
reivindicaciones de los refugiados Nansen en Francia (1922-1942)*

Anouche Kunth

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/remi/9296>

DOI : 10.4000/remi.9296

ISSN : 1777-5418

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 23-47

ISBN : 979-10-90426-60-3

ISSN : 0765-0752

Référence électronique

Anouche Kunth, « Faire l'expérience d'un statut en construction. Aléas, infortunes et revendications des réfugiés Nansen en France (1922-1942) », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 33 - n°4 | 2017, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 15 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/remi/9296> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.9296>

Faire l'expérience d'un statut en construction. Aléas, infortunes et revendications des réfugiés Nansen en France (1922-1942)

Anouche Kunth¹

Qu'il nous soit permis de commencer cet article par le commentaire d'un document d'archive. D'une lettre plus précisément, adressée un jour de novembre 1939 au secrétaire de la Ligue des droits de l'Homme (LDH), section de la Seine.

Dans une langue française écorchée dont il nous importe de restituer le grain, l'auteur de la lettre, Emmanuel Guekas, se dit « usé complètement à quarante-cinq ans »². S'il n'était ses enfants pour lui faire garder raison, il aurait « brûlé la bicoque » qu'il a pourtant difficilement acquise en banlieue parisienne et serait parti « à pieds » pour quelque destination meilleure. Au moins, précise-t-il non sans noirceur, aurait-il usé par ce geste incendiaire de son droit de propriété, l'un des seuls droits fondamentaux à lui rester encore. Ce chef de famille prématurément veuf et sans emploi ne s'ouvre de ses souffrances qu'au prix d'une forte gêne, acculé cependant à le faire par « une affreuse misère » dont on comprend, à le lire, qu'elle est largement imputable à sa situation administrative de réfugié apatride, dans un pays en guerre.

La requête de Guekas tient d'abord aux circonstances : l'application du décret-loi du 12 novembre 1938³ sur les « étrangers indésirables » (Weil, 2005 ; Rygiel, 2006a) a entraîné dans le département de la Seine l'arrêt du versement de l'allocation chômage aux réfugiés statutaires, en contradiction avec les droits sociaux qui leur avaient été reconnus en 1933 par la convention de Genève, afin qu'ils bénéficient des mêmes protections que les étrangers couverts par un

1 Historienne, chargée de recherche au CNRS, Iris-EHESS, 54 boulevard Raspail, 75006 Paris ; anouche.kunth@ehess.fr

2 BDIC, LDH, F delta res 798/395, Emmanuel Guekas, lettre du 11/11/1939 à M. A. Paulin. La nationalité d'origine de Guekas n'est pas précisée dans son dossier, lequel est cependant classé dans la série « Arménie ». Une chose semble toutefois certaine : Guekas appartenait naguère à l'une des minorités nationales de l'Empire ottoman éligibles au statut de réfugié Nansen, sur lequel nous reviendrons.

3 JO, 12 et 13 novembre 1938, p. 12920 sq.

traité de réciprocité⁴. Pis, l'entrée en guerre de la France fut suivie de sévères restrictions à l'emploi de travailleurs étrangers, conformément aux mesures stipulées par le décret du 20 janvier 1939 relatif à la main-d'œuvre allogène « en cas de guerre »⁵. Selon Guekas, cette politique d'exclusion professionnelle doublée d'une suppression des indemnités du chômage, s'avère tout particulièrement critique pour une certaine catégorie d'étrangers : ceux qui, dit-il, n'ont plus « personne pour [les] défendre ». Les sans État, sans nationalité. Ceux qui, à l'instar de Guekas, se sont vus retirer leurs droits nationaux dans leur pays d'origine sans en acquérir de nouveaux – en Russie d'abord (1917-1921) puis en Turquie (1919-1923), où des régimes révolutionnaires ont eu recours à « l'arme de la dénaturalisation » massive (Arendt, 2002 : 577). Comme le souligne Gatrell (2013), le « réfugié moderne » est né de cette rupture d'allégeance forcée entre un groupe humain et son État d'origine, lequel a légiféré explicitement pour exclure de la nouvelle communauté politique une fraction de ses ressortissants.

Guekas témoigne de l'impact sur son quotidien du statut de réfugié apatride qui est désormais le sien. Statut international, formalisé durant l'entre-deux-guerres sous les auspices du premier Haut-commissaire pour les réfugiés auprès de la Société des Nations (SDN), Fridtjof Nansen, investi de ses fonctions en juin 1921. Or, prévient Guekas, un tel statut est de trop courte portée pour permettre à son détenteur de rétablir une situation morale et matérielle acceptable. Résidant en France depuis une vingtaine d'années lorsqu'il saisit la Ligue, il a pleinement conscience de la fragilité d'une protection asilaire subordonnée, dans le pays d'accueil, au pouvoir exécutif et à ses agents. En outre, que peut le droit prescrit à Genève si, quand survient la guerre, les réfugiés sont traités à leur tour en « ennemis » et « trainés aux commissariats »⁶ ? Guekas sait à quelles extrémités aboutit cette logique de criminalisation lorsqu'il en vient à souhaiter, pour lui et ses compagnons d'infortune, l'internement en camp. Ce qui pourrait passer pour une exagération de sa part, une provocation au goût douteux, fait en réalité allusion à un dispositif de détention prévu par le décret-loi de novembre 1938 sur les « indésirables » (Peschanski, 2002). En butte à d'innombrables difficultés, Guekas l'apatride se sent de facto assimilé à cette catégorie d'étrangers. Dans ces conditions, le « camps de consatration » représente à ses yeux le dernier espace social où mener l'existence, non pas de l'homme doté des droits universels du citoyen, puisque de cela il n'est plus question, mais de l'homme réduit à sa nature d'être humain (Arendt, 2002 : 607). Car « au moins [dans un camp] avec nos enfants nous aurons un bout de pain », lâche-t-il avec la dureté du désespoir.

4 L'article 14 du chapitre IX de la convention de 1933 sur « le statut international des réfugiés et apatrides » stipule en effet que « la jouissance de certains droits et le bénéfice de certaines faveurs accordés aux étrangers sous condition de réciprocité ne seront pas refusés aux réfugiés faute de réciprocité ». Il s'agit donc de permettre aux réfugiés de bénéficier dans le pays d'accueil de droits sociaux sans contrepartie de réciprocité diplomatique, puisqu'ayant été dénationalisés leur pays d'origine refuse de se porter garant d'eux pour conclure, en leur bénéfice, un accord de réciprocité. Sur ces traités bilatéraux d'immigration, voir Lewis (2010 : 36-37) et sur l'intégration des réfugiés Nansen à ce dispositif, *idem* : 219.

5 JO, 20 septembre 1939, pp. 11608-11609.

6 BDIC, LDH, F delta res 798/395, Emmanuel Guekas, lettre du 11/11/1939.

Comme on peut le voir à travers ces doléances portées à la LDH, la documentation tirée des archives permet d'aborder à nouveaux frais le rapport entre catégorie administrative et expérience du sujet. De l'une à l'autre, l'étanchéité ne résiste guère. De fait, c'est en lien avec le statut porté que des vécus trouvent à se raconter, des convictions à se dire. Commentée, rejetée ou revendiquée, la catégorie de réfugié agit comme un catalyseur des subjectivités ; ce d'autant plus fortement qu'elle n'est guère stabilisée dans la doctrine juridique de l'entre-deux-guerres. Alors que de nos jours, un étranger admis au refuge voit en principe s'appliquer à lui un ensemble de droits qui *préexistent* à sa demande d'asile, les réfugiés Nansen sont d'abord entrés dans une catégorie administrative avant d'acquérir *des* droits à mesure que la législation sur l'asile progressait, et non *les* droits préalablement consacrés par un corpus juridique. C'est cette particularité que nous voudrions rendre intelligible.

L'étude du processus d'institutionnalisation de l'asile est bien connue. Elle s'est considérablement enrichie, à partir des années 1990, de travaux proposant une lecture croisée de l'histoire du droit international et des pratiques administratives, des violences de masse et de la diplomatie humanitaire, des constructions stato-nationales et des minorités exclues du jeu des nations, des organisations du refuge et des multiples acteurs sociaux qui les animent (Angoustures et Kévonian, 2017 : 13 sq, pour une présentation synthétique des travaux). Plus récemment encore, l'attention s'est portée sur la condition de réfugié, non plus dans une perspective ontologique à la façon d'Arendt, mais du point de vue de l'expérience individuelle et des subjectivités, à l'image des orientations prises plus généralement dans le champ des études migratoires.

S'il se reconnaît bien des filiations, le présent article admet avant tout une proximité épistémologique avec les micro-historiens auscultant les trajectoires sociales et administratives pour mettre au jour la nature processuelle, incertaine, réversible des statuts juridiques et personnels (notamment Lewis, 2010 ; Cerutti, 2010). En contrepoint des visions surplombantes et/ou victimaires du refuge, une telle perspective invite également à se pencher sur les recours adressés à l'administration pour l'amener à se reconnaître des obligations vis-à-vis des réfugiés, et affermir ainsi la catégorie dans le droit des étrangers. C'est donc pour sa forte capacité heuristique que ladite catégorie nous intéresse : en ce qu'elle s'offre à l'analyse comme l'une des modalités de la relation entre un sujet et les dispositifs du pouvoir qui le concernent. Plutôt que d'appauvrir le réel, la catégorie participe ici de sa complexité.

L'article prenant place dans un dossier sur ce qu'il advient *après* la reconnaissance du statut de réfugié, la réflexion ne s'étendra pas aux groupes exclus du régime genevois de protection asilaire, en premier lieu les réfugiés juifs allemands et autrichiens fuyant les persécutions nazies (Caron, 2008). Ce choix s'ajuste en outre à l'angle retenu pour scruter les horizons d'attente des premiers « réfugiés modernes », puisqu'il s'agit de penser les effets, sur les individus, d'une procédure d'assignation à un statut qui lui-même demandait

encore à être étayé par le droit. L'approche phénoménologique⁷ qui est la nôtre conduit ensuite à privilégier les archives de la pratique. « Paperasserie » administrative⁸ et requêtes portées à la LDH⁹ viendront éclairer les démarches ordinaires auxquelles il a fallu consentir pour se conformer à ses obligations statutaires – démarches banales, quoique se doublant généralement d'un questionnement sur sa propre condition d'exilé¹⁰. Cette documentation mettra également au jour les combats menés aux guichets pour se voir reconnaître, de façon efficiente, les droits afférents à la qualité de réfugié. Précisons enfin que la plupart des exemples retenus concerneront les Arméniens ; avec les Russes, ils furent les principaux bénéficiaires du régime de protection asilaire forgé durant l'entre-deux-guerres, non sans avoir pris part, d'ailleurs, à son élaboration en envoyant des experts auprès de la SDN (Kévonian, 2004 : 343-354 et 351-352 ; Gousseff, 2008 : 236-240).

La réflexion partira du plus petit « papier » cheillé aux premiers temps de l'asile moderne : le certificat Nansen, à usage exclusif des réfugiés. Que leur a-t-il permis de dire sur les facilités qu'il leur apportait, sur les empêchements qu'il reconduisait, sur le régime d'exception qu'il entérinait ? D'un papier à l'autre, la carte d'identité dite de « travailleur étranger » sera ensuite mobilisée pour évoquer l'insécurité juridique dans laquelle se trouvaient les réfugiés face au pouvoir discrétionnaire de l'administration durant la crise économique des années 1930. Mais que le rapport de force le cède en faveur des réfugiés, et leur statut prenait un sens plus consistant, lesté de garanties juridiques qu'il avait fallu néanmoins revendiquer ou rappeler au cas par cas. Enfin, un dernier moment réflexif sera impulsé par une correspondance, échangée à partir de 1941 entre une Arménienne du Creusot et un agent du bureau parisien chargé de représenter au civil les réfugiés arméniens de France. Quelle leçon tirer de l'étonnement de cette étrangère découvrant la portée juridique du statut inscrit sur ses papiers depuis pratiquement vingt ans ?

7 Dans le contexte historique qui est le nôtre, ladite approche consiste à étudier les *réalités concrètes* que recouvre le statut de réfugié « Nansen » durant les longues décennies de son indétermination tant juridique que pratique. Pour ce faire, l'analyse part du sujet, de sa situation, du point de vue qui est le sien et dont il s'ouvre non seulement à l'administration, mais encore aux structures intermédiaires chargées de défendre ses intérêts. Souvent nominatives, les archives de la pratique documentent cette sphère d'échanges et d'actions centrée sur un individu, sans pour autant atomiser les enjeux sociaux que soulève son vécu personnel.

8 Se reporter à la présentation des sources dans la bibliographie donnée en fin d'article. Dans le détail, l'essentiel de la « paperasserie » étudiée consiste en : 731 demandes de passeports Nansen, émanant de réfugiés russes et arméniens de Marseille entre 1926 et 1936, examinées aux ADBR ; environ 10 000 certificats d'identité émis à Marseille par l'ancien Office des réfugiés arméniens entre 1929 et 1942, aujourd'hui conservés à l'OFPRA.

9 Pour les besoins de cet article, quarante dossiers de réfugiés Nansen (russes et arméniens) ont été consultés aux archives de la LDH, ainsi qu'un petit échantillon de douze dossiers d'« apatrides » non admis à la protection Nansen (voir les cotes dans la bibliographie finale). Cette documentation éclaire la situation d'étrangers du département de la Seine.

10 Condition devenue « apatridie » dans le registre normatif. Or le terme, aux connotations péjoratives dans le langage social, suscite les protestations de ceux qui ne manquent pas de rappeler qu'ils avaient naguère une patrie « qu'ils ont dû quitter contre leur gré » : voir ADBR, 4 M 2354, « Arméniens, 1920-1940 ».

Réfugié Nansen, une identité de « papier »

Le dispositif asilaire a d'abord pris, pour les réfugiés, l'aspect concret d'un papier d'identité, délivré sous l'autorité de la SDN et dénommé « certificat Nansen » d'après le nom de son concepteur, le Haut-commissaire Fridtjof Nansen. La promulgation dudit certificat par l'arrangement du 5 juillet 1922 entendait aménager une réponse pragmatique au décret soviétique qui avait retiré, le 15 décembre 1921, la jouissance de leurs droits nationaux aux émigrés russes partis de Russie depuis 1917. Ce scénario de dénationalisation collective s'étant répété en 1923 dans la Turquie kémaliste à l'encontre des Arméniens de l'ancien Empire ottoman, le périmètre d'application du certificat Nansen fut étendu en mai 1924 à ces derniers. D'autres groupes nationaux en bénéficieraient par la suite¹¹.

Il convient d'observer que l'arrangement de 1922, premier texte intergouvernemental relatif au refuge, aboutit non pas à la formulation du concept juridique de réfugié apatride, mais à la mise en circulation d'un document administratif. Réponse circonstanciée au problème que posait alors 1,5 million d'émigrés russes dénationalisés, dont l'état civil ne pouvait plus être authentifié par leur État d'origine. Or dans un monde où les pouvoirs publics entendaient identifier toujours plus étroitement les individus – ce qui venait de se traduire, durant la Première Guerre mondiale, par l'obligation faite à quiconque désirait se rendre à l'étranger de posséder un passeport international –, il n'était guère envisageable de laisser sans document d'identité des étrangers appelés à circuler, à migrer pour des raisons familiales ou professionnelles. C'est qu'en effet, l'une des solutions préconisées par les instances internationales pour remédier à la misère et au chômage dans les zones de premier refuge fut l'organisation de placements professionnels vers les pays d'Europe occidentale en quête de main-d'œuvre (Kévonian, 2004 ; Gousseff, 2008). Le certificat Nansen répond donc à une exigence de contrôle des états civils qui, en pratique, s'est exercée avant tout aux frontières, valant à ce document d'être communément appelé « passeport Nansen » pour avoir permis à ses porteurs de posséder un substitut de titre de voyage.

Il ne faudrait pas déduire de ces lignes qu'avant la création du certificat Nansen, Russes et Arméniens stationnaient – immobiles, munis de documents caducs – sur les pourtours des anciens empires tsaristes et ottomans, en attendant le renversement de conjoncture ou le traité de paix qui leur permettrait de rentrer chez eux. Au vrai, l'examen des archives montre que les réfugiés arrivés en France dans l'immédiat après-guerre ont voyagé avec des documents de nature variée¹². Feuilles de route, laissez-passer, passeports impériaux russes ou ottomans, passeports arméniens, géorgiens ou persans, passeports du

11 Il s'agit, suite à l'arrangement du 30 juin 1928, des Assyro-Chaldéens, Assyriens, Kurdes et Turcs. En 1933 les Géorgiens sont également intégrés au régime de protection Nansen, les Sarrois en 1935 ; les Espagnols ne sont admis à ce statut qu'après la Seconde Guerre mondiale, en 1945.

12 Les fonds anciens de l'OFPPA, composés en majorité de certificats d'identité délivrés aux réfugiés Nansen dans l'entre-deux-guerres, constituent une source particulièrement intéressante pour documenter la diversité des papiers portés durant la migration. En effet, ceux-ci sont souvent mentionnés dans les marges des certificats ou dans les annexes.

Haut-commissariat français à Constantinople ou à Beyrouth : la liste n'est pas exhaustive, mais elle reflète par sa diversité la configuration troublée de « sortie de guerre » qui faisait coexister, en Europe et au Moyen-Orient, plusieurs strates de représentations administratives. Les unes, vouées à disparaître, n'étaient que des survivances de l'ancien monde, tels les consulats russes d'avant la révolution d'Octobre qui ne résisteraient pas à l'établissement de relations diplomatiques entre les Occidentaux et l'Union soviétique, à partir de 1924 ; les autres, jeunes administrations nationales ou pouvoirs mandataires exercés pour le compte de la Société des Nations, étaient apparues sur les ruines des Empires centraux et participaient du monde nouveau.

On comprend, à la lueur de ce qui précède, que la généralisation du passeport Nansen dans la seconde moitié des années 1920 est venue sanctionner un processus de normalisation politique : une évolution que les réfugiés ont vécue douloureusement, bien conscients de ce qu'impliquait pour leur cause la systématisation d'un tel dispositif. Car si le certificat Nansen a tant marqué les mémoires, c'est pour avoir signifié à ses détenteurs la stabilisation de l'ordre mondial qu'ils réprouvaient. Un ordre né de la guerre et de la révolution, au sein duquel ils s'inséraient dorénavant par la négative, privés d'État, de nationalité et des droits afférents. Par ce modeste papier, non seulement la catégorie de réfugié est devenue efficiente, mais elle est apparue comme ontologiquement liée à un rapport de force politique. Il n'est donc guère étonnant, au vu de sa charge symbolique, que le certificat Nansen fût pour les réfugiés ce point de fixation à partir duquel dire, écrire, méditer sur leur condition.

Une condition se pense à travers les écarts, même infimes, qu'elle inflige au cours banal des choses. Lorsque, par exemple, l'accomplissement de démarches administratives requiert pour les « Nansen » de suivre une procédure particulière, susceptible d'engendrer découragement, exaspération, crainte. Ainsi, l'obligation de présenter un certificat Nansen pour satisfaire à la législation sur le séjour des étrangers en France manifestait avec acuité, aux yeux des réfugiés, la singularité de leur statut. N'étaient-ils pas les seuls à devoir fournir ce document pour se voir délivrer une « carte d'identité d'étranger », rendue obligatoire par le décret du 2 avril 1917 ? Il en allait de même pour notifier un changement de domicile et se mettre ainsi en conformité avec la loi du 8 août 1893, qui obligeait tout étranger arrivant dans une commune à s'y faire immatriculer sous huit jours. La préparation d'un voyage nécessitait encore de se rendre à la préfecture – service des passeports – pour y réclamer l'indispensable certificat en remplissant un formulaire doté d'une photographie d'identité et accompagné d'une demande sur papier timbré¹³.

L'analyse des requêtes portées à la préfecture des Bouches-du-Rhône entre 1926 et 1936, fondée sur un échantillon de 732 cas, montre que dans la pratique, le passeport Nansen est avant tout associé à l'exercice de certains métiers : en premier lieu, des professions commerciales nécessitant de se déplacer hors de France. Employés, représentants de commerce et négociants sont ainsi régulièrement amenés à solliciter les services préfectoraux. En hommes expérimentés, ils anticipent avec soin leur périple à l'étranger – le motif, la durée, les étapes –, tel le comptable Garabed Codjabachian qui, sur le point de se rendre en Roumanie

13 ADBR, 4 M 964, circulaire du 8 septembre 1926.

avec son patron « pour y contrôler les affaires de sa maison de commerce à Constantza »¹⁴, prie de mentionner dans son futur certificat Nansen les quatre pays qu'il devra traverser au départ de Marseille : l'Italie et la Yougoslavie à l'aller, la Bulgarie et la Grèce au retour. Il compte par cette précision faciliter la délivrance des visas de transit correspondants. Un « représentant voyageur de commerce » demande quant à lui un « passeport Nansen » pour ses affaires en Espagne, Italie, Suisse, Allemagne, Belgique, Angleterre, dans le Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que dans les possessions françaises d'Afrique du Nord. Précisons ici que les réfugiés apatrides n'avaient pas la liberté de se rendre où bon leur semblait. Outre que le retour dans leur pays d'origine leur était interdit, leurs trajets devaient suivre la carte des États ayant ratifié le dispositif Nansen, au risque, sinon, de se voir refouler à la frontière d'un pays tenant le certificat pour illégitime. Or en 1929, l'année où sont portées les deux demandes citées plus haut, seul un cercle restreint de vingt-huit États avait reconnu l'arrangement de 1922 (Skran, 1995 : 104-105). De telles limitations ne laissaient de signifier aux réfugiés la particularité de leur statut. Aussi soulevaient-elles des protestations qui seront évoquées ci-dessous à travers le cas d'un certain Léon Varjabedian.

Les métiers de la marine marchande marquent une spécificité « russe » dans la liasse des formulaires déposés à la préfecture. Quais et routes maritimes jettent à travers le monde les coordonnées de vies itinérantes, celles de navigateurs, mécaniciens, interprètes, capitaines, qui donnent comme domiciliation à Marseille le nom de leur navire, amarré au port. L'un d'eux, « ex-lieutenant de la Marine impériale Russe et capitaine au long cours de la Marine marchande », met une fois de plus en lumière le lien entre la possession d'un document spécifique à son statut de réfugié et l'exercice d'une profession en mouvement, lorsqu'il précise : « et ainsi naviguant j'ai besoin toujours d'avoir mon passeport Nansen en règle »¹⁵.

Aux côtés de ces activités transnationales, représentées encore par les militaires de carrière ou les gens du spectacle¹⁶, certains déplacements ont pour toile de fond les violences subies durant la Première Guerre mondiale – ruptures fondatrices de l'exil. La directrice d'un orphelinat arménien de Marseille dit se rendre aux États-Unis pour « quêter » au profit de ses petits protégés, un archiprêtre orthodoxe déclare se rendre à Prague pour rendre visite à « [ses] deux fils dont [il] vit séparé depuis la révolution russe »¹⁷. Des kilomètres sont ainsi régulièrement englobés pour revoir les siens ou mobiliser des ressources communautaires : la simple requête d'un passeport Nansen rend intelligible, à l'échelle individuelle, les effets de longue durée que les ruptures du passé exercent sur une population dispersée. C'est alors que certains réfugiés, las d'une existence corsetée de procédures administratives, prennent la plume pour aller au fond des choses, dans une perspective éminemment critique. Nous ne commenterons pas les lignes caustiques dont Vladimir Nabokov

14 ADBR, 4 M 1124, janvier 1929, Garabed Codjabachian.

15 *Idem*, septembre 1929, Antoine Forostchouk.

16 Voir par exemple les demandes qui émanent de sept réfugiés arméniens, tous originaires de Turquie de l'Ouest et composant une petite troupe de trois danseuses, quatre musiciens. Au printemps 1931, ils s'apprentent à donner un « concert oriental » à la Foire internationale de Milan où ils sont engagés par contrat. ADBR, 4 M 1126, mars 1931.

17 ADBR, 4 M 1124, juin 1929.

gratifie le fameux passeport dans son autobiographie (Nabokov, 2010) ; ni celles, désabusées, qu'Henri Verneuil (né Achot Malakian) consacre aux guichets des apatrides (Verneuil, 1985 : 16, 51-52). Intéressons-nous plutôt aux protestations qui s'élèvent du matériau d'archives.

Quand, en juillet 1935, Léon Varjabedian se tourne vers le secrétaire général de la LDH – Émile Kahn –, dix ans se sont écoulés depuis le rejet de sa demande de naturalisation. Malgré cela, et « grâce à des efforts surhumains », il est parvenu à développer une activité professionnelle entre la France et l'Europe centrale¹⁸. À l'en croire cependant, les consulats étrangers rechignent toujours à viser le certificat Nansen, ce que, dans sa réponse, Émile Kahn se permet de mettre en doute. Reste qu'en cristallisant les récriminations de Varjabedian, ce papier d'identité apparaît comme la pierre angulaire des critiques qu'il adresse plus largement au dispositif institutionnel du refuge. Dispositif destiné, selon lui, à maintenir les réfugiés sous un régime vexatoire dont une mesure simple suffirait pourtant à les affranchir : l'octroi collectif de la nationalité française. Sur ce point, à savoir l'opportunité « d'assimiler » les Arméniens aux Français non plus au cas par cas, mais suivant une procédure globale, Varjabedian demande son opinion au secrétaire général de la LDH. Telle est aussi la position de la Ligue, rappelle Émile Kahn dans sa réponse, et c'est en vain qu'elle fut plaidée auprès des autorités. Varjabedian interpelle également à ce sujet le député socialiste Marius Moutet, figure illustre du combat en faveur des réfugiés (Caron, 2008 : 80). Commentant l'annonce d'une mesure ministérielle censée soulager les réfugiés statutaires, Varjabedian prend le député à partie :

« Peut-être leur serait-il plus utile de leur donner tout simplement une nationalité pour leur permettre de respirer enfin librement, en hommes, comme les autres. Pourquoi n'assimilerait-on pas les Arméniens aux Français, sans les condamner aux mille vexations dont ils sont l'objet ? »

En plaidant pour la naturalisation des réfugiés, Varjabedian raisonne en des termes opposés à ceux des États membres de la SDN, qui virent dans leur intérêt de fabriquer un statut ad hoc pour ne pas avoir à distribuer généreusement la nationalité à des étrangers dont ils cherchaient, par ailleurs, à favoriser la venue pour combler la pénurie de main-d'œuvre. Comme Arendt (2002 : 583) le fit observer plus tard, la nationalité n'est pas une qualité que les États octroient en masse. Les interrogations de Varjabedian sur le bienfondé du régime asilaire rappellent en outre que ses premiers bénéficiaires n'ont pas obtenu la qualité de « réfugié apatride » au terme d'une procédure les engageant personnellement, mais de façon automatique et collective. Ceci, au titre de leur appartenance à un *groupe national*, reconnu en tant que tel comme *catégorie* relevant de la protection asilaire par suite des politiques d'exclusion exercées contre lui. Toute réflexion sur la subjectivation du statut de réfugié par ses récipiendaires doit prendre cette donne en considération. En effet, selon la première convention relative au statut international des réfugiés, signée à Genève le 28 octobre 1933, l'éligibilité d'un étranger à l'asile reposait non point sur un faisceau d'éléments censés prouver la persécution individuelle et étayer les risques encourus en cas de retour au pays, comme le stipulera le texte de la convention de 1951¹⁹,

¹⁸ BDIC, LDH, F delta res 798/395, Léon Varjabedian.

¹⁹ Voir l'article 1 du chapitre I de la convention de Genève, 28 juillet 1951.

mais sur le critère plus englobant de son « origine » nationale. C'est d'ailleurs essentiellement à authentifier cette dernière que s'affairaient les agents chargés d'administrer le refuge dans l'entre-deux-guerres.

Le principe d'attribution collective du statut de réfugié promu par la première convention de Genève peut se lire comme une réponse symétrique du droit international aux déchéances de nationalité prononcées, dans le pays d'origine, contre les membres d'un groupe en son entier. En retour, l'imposition du statut de réfugié apatride à des catégories nationales tout aussi globalisantes a pu renforcer, chez les exilés, le sentiment d'avoir été durablement assignés au groupe des « parias de l'humanité », pour reprendre les mots de Varjabedian qui parle aussi des « épaves »²⁰. La thématique du « paria de la civilisation », articulée à celle du rebu, se retrouve bien sûr chez Guekas lorsqu'il décrit la vie d'êtres « cloués au sol », « en trop », tels des résidus qu'il faudra tôt ou tard faire disparaître.

Ainsi, le statut de réfugié apatride a institutionnalisé la situation d'exception dans laquelle se trouvaient les exclus de l'État-nation. Ce fut toutefois pour leur reconnaître des droits, ce dont ni le texte d'Arendt sur les « sans droits », ni les écrits doloristes des réfugiés que nous venons d'examiner, ne rendent suffisamment compte. Dans une perspective centrée sur l'histoire du régime asilaire, il nous appartiendrait de faire le rappel de ces droits. Mais la réflexion portant sur un ordre d'expérience, il nous paraît plus pertinent de chercher à comprendre les ressentiments éprouvés en pointant, pour ce faire, le caractère instable et contingent de la protection accordée durant l'entre-deux-guerres aux réfugiés statutaires.

Un dispositif instable de protection

Les dizaines de dossiers consultés aux archives de la LDH contiennent des lignes essentielles pour appréhender de façon précise et circonstanciée les limites, si vite franchies en temps de crise, de la protection accordée à la première génération de réfugiés statutaires, les « Nansen ». Des lignes essentielles pour envisager, également, les revirements de l'administration, après que les avocats de la LDH lui ont fait le rappel des dispositifs réglementaires sur le refuge. Il convient donc de se saisir à nouveau de cette documentation pour se pencher sur l'« insécurité juridique » (Foa, 2017) dont les réfugiés ont fait l'expérience au premier âge de l'asile conventionnel. Sous la plume de Foa, l'expression se rapporte à la révocabilité des droits concédés aux huguenots dans la France des guerres de Religion. Dans le contexte qui nous intéresse, elle rend l'idée de protection instable, de statut personnel incertain pouvant subitement perdre toute consistance juridique face aux décisions du pouvoir administratif.

La sphère du travail durant la crise économique des années 1930 fournira à cette réflexion son cadre d'analyse. Elle se présente en effet comme un espace aigu d'affrontement entre agents des ministères et acteurs de la société civile chargés de défendre les intérêts des travailleurs étrangers. La pratique adminis-

²⁰ Le terme tire un fil vers les récentes réflexions de Gatrell (2017) sur le paradigme de l'océan pour penser les phénomènes du refuge.

trative consistant à retirer aux étrangers leur carte d'identité pour restreindre leur accès au marché du travail national, mesure généralement couplée d'une interdiction de séjour, a été bien décrite. Il s'agit moins, dans les pages qui vont suivre, de s'intéresser à une procédure qu'à un segment de la population immigrée²¹, en lui adressant cette question : que peut, et que vaut la qualité de réfugié quand l'état administratif se resserre sur la main-d'œuvre étrangère ? Quand la volonté politique est dorénavant de voir partir, autant que faire se peut, les travailleurs qui ont pris part à l'effort de reconstruction dans l'immédiat après-guerre ?

Après le certificat Nansen, c'est au tour de la carte d'identité de nous fournir un point d'entrée vers le traitement différencié de la population étrangère par l'administration. Pour apprécier les enjeux qui s'attachent à ce document en apparence ordinaire, il convient de rappeler brièvement les dispositions générales d'« encartement » (Denis, 2006) imposées en France aux résidents étrangers. Pour ces derniers, en effet, et pour eux seuls, l'enregistrement et le contrôle policier des états civils se concrétisent depuis 1917 par l'obligation de posséder une carte d'identité, dont la couleur varie selon l'activité professionnelle exercée (Piazza, 2004). Le lien entre l'identification administrative d'un étranger et sa position sur le marché du travail s'est fait plus étroit encore avec la loi du 11 août 1926, portant création d'une « carte d'identité de travailleur ». Promulguée à la suite d'une campagne incriminant les étrangers de « concurrence déloyale » en contexte de marasme économique, la loi a fourni à l'administration le levier dont elle avait besoin pour éloigner de l'emploi ceux qu'elle jugeait « indésirables » (Blanchard, 2013). Un principe classificatoire de la main-d'œuvre étrangère commence alors à guider les pouvoirs publics, qui peuvent désormais mobiliser des écrits pseudo-savants sur l'immigration (Pairault, 1926 et bientôt Maucó, 1932), acquis à la pensée raciale (Reynaud-Paligot, 2006) et fascinés par le modèle américain de sélection des races. Les experts « ès immigration » se targuent ainsi de pouvoir évaluer les nationalités étrangères au travail en fonction de critères donnés pour objectifs. D'après le barème que propose Pairault en 1926, Russes et Arméniens obtiennent respectivement les notes de 6,6 et de 6,3 sur 10, échappant à la stigmatisation infligée à la main-d'œuvre maghrébine, sans toutefois atteindre la qualité reconnue aux nationaux et aux Nord-Européens (Pairault, 1926 : 188-189).

Sur le terrain politique, la législation française n'a de cesse dans les années 1930 d'affirmer un protectionnisme hostile à la main-d'œuvre étrangère, travaillé en profondeur par des enjeux de sélection entre migrants. Les refus, examinés ci-dessous, de délivrer ou de renouveler les cartes d'identité de travailleur surviennent dans ce contexte de durcissement de l'accès des étrangers à l'emploi. L'emblématique loi du 10 août 1932 – imposant des quotas à l'embauche de non-nationaux – n'est qu'un élément de l'arsenal juridique déployé jusqu'à l'arrivée du Front populaire, en mai 1936, pour encadrer, restreindre, sinon corseter les activités professionnelles des étrangers (Lewis, 2010 ; Zalc, 2010).

21 À l'inverse notamment de Rygiel (2006b) étudiant les demandes de renouvellement de cartes de « travailleur étranger » dans le département du Cher.

Les Offices Nansen, chargés de représenter les réfugiés au civil, écrivent régulièrement à la Ligue pour exposer les cas particuliers méritant intercession auprès du ministère du Travail. En avril 1936, par exemple, l'Office des réfugiés russes de Paris sollicite Émile Kahn en faveur de deux Russes dont les cartes d'identité n'ont pas été renouvelées par le ministère du Travail : pourtant, « tous les deux sont entrés en France munis de contrats de travail et depuis leur arrivée étaient toujours titulaires de cartes de travailleur »²², est-il précisé. L'Office avance l'hypothèse que le chômage des deux hommes a motivé la décision du ministère. Mais il n'est pas rare que les notifications de refus échappent à tout effort d'objectivation, comme le donnent à penser les lignes suivantes, qui émanent de la représentation arménienne de Paris :

« Monsieur le Président [de la LDH]

Nous avons l'honneur de recommander à votre extrême bienveillance encore un cas de refoulement par suite de refus de renouvellement de Carte d'identité de travailleur. Il s'agit du réfugié arménien Haroutunian Abraham, âgé de 32 ans, en France depuis 1924, cordonnier, demeurant 6, rue des Écoles à Arnouville-lès-Gonesse (Seine & Oise), lequel après avoir été avisé il y a deux mois que son droit de travail lui est maintenu et reçu un récépissé provisoire, a été appelé à la Mairie d'Arnouville, où on lui a non seulement repris son récépissé, mais encore intimé l'ordre de quitter le territoire français. Pour ce réfugié, qui travaille en France depuis 11 ans, et qui a à sa charge sa vieille mère paralytique, nous vous prions d'intercéder et de faire rapporter la mesure inopinée qui le frappe ; ainsi que de lui restituer le droit qu'il a gagné par de longues années d'honnête travail. »²³

Si rien, dans le dossier d'Abraham Haroutunian, ne vient étayer la décision de le priver subitement du droit au travail dont il jouit depuis plus d'une décennie, la documentation de la LDH permet parfois d'observer avec acuité comment l'adoption d'une nouvelle réglementation précarise la situation de ceux qui se découvrent soudain inaptes à fournir les garanties exigées. La Ligue plaide ainsi la cause d'un chauffeur privé, incapable de présenter en 1936 les certificats de résidence qui lui sont réclamés pour établir la carte de travailleur correspondant au nouvel emploi qu'il vient de trouver. Les hôtels où il n'a fait que « séjourner provisoirement »²⁴ pendant quatorze ans ne peuvent lui fournir les attestations prouvant l'ancienneté de sa présence en France. Au vrai, fait observer la Ligue, de tels justificatifs n'étaient pas exigibles auparavant, pointant ainsi les difficultés inattendues auxquelles est confronté l'infortuné chauffeur, victime de sa trop grande mobilité au regard des normes édictées par le décret du 6 février 1935.

On ne saurait dire combien d'étrangers, parmi ceux que l'on évince du marché du travail dans les années 1930, sont arrivés en France au lendemain de la Grande Guerre avec un contrat d'embauche, à l'instar des deux réfugiés russes mentionnés plus haut. La reconstruction réclamait des « bras » que la France fit venir de loin, confiant en 1924 les opérations de recrutement à la

22 BDIC, LDH, F delta res 798/400, lettre de l'Office des réfugiés russes de Paris à la LDH, 02/04/1936.

23 BDIC, LDH, F delta res 798/395, lettre du Comité central des réfugiés arméniens, 07/12/1935.

24 BDIC, LDH, F delta res 798/395, dossier de Vahram Vartanian.

Société générale d'immigration (Schor, 1985 : 211-220). Sous la houlette de cet organisme patronal, des contrats de travail ont été délivrés par centaines de milliers ; ils ont ouvert à leurs titulaires un droit au séjour temporaire, indexé aux besoins de l'économie nationale. Des dizaines de milliers de Russes et d'Arméniens ont eux aussi gagné la France par l'intermédiaire du placement professionnel. Que la plupart aient fini par s'implanter en France ne doit pas faire oublier qu'ils étaient perçus, à l'origine, comme de simples « travailleurs invités » (Lewis, 2010 : 13), et partant, soumis à ce même régime du provisoire. Au premier renversement de conjoncture, le rapport entre droit au travail et droit au séjour s'est retourné contre eux.

La situation des réfugiés inopinément privés de leur carte de travailleur appelle encore un commentaire. La décision administrative qui les frappe va de pair avec celle d'interrompre leur séjour sur le sol national, comme l'apprend à ses dépens Abraham Haroutunian lors de sa convocation à la mairie. Conséquemment à l'annulation de son récépissé de carte, ordre lui est intimé de quitter le territoire français : « encore un cas de refoulement par suite de refus de renouvellement », est-il commenté à son sujet²⁵. Si cette décision n'engage que les autorités municipales, elle s'insère néanmoins dans une politique plus vaste à l'endroit des étrangers que la France juge sans intérêt pour son économie nationale, et dont elle cherche à provoquer le départ. Elle use à cette fin de procédés diversement coercitifs, n'hésitant pas à banaliser la pratique de l'expulsion que la loi de 1849 avait initialement prévue pour les auteurs de troubles à l'ordre public, et non pour les chômeurs ou les travailleurs faiblement qualifiés (Rygiel, 2006b : 205). Environ 500 000 étrangers quittent ainsi la France dans la première moitié des années 1930, partis volontairement, refoulés ou rapatriés dans leur pays d'origine. Mais quelles qu'aient été les modalités de leur départ, tous ont fait l'expérience de cet « étranglement administratif » (Rygiel, 2006b : 223) que nous voyons à l'œuvre dans les requêtes portées à la LDH.

Ces mêmes requêtes permettent toutefois d'examiner les recours laissés aux réfugiés pour surseoir à une décision d'expulsion et demeurer en France, malgré tout²⁶. Il apparaît alors que la catégorie de réfugié, à peine esquissée lorsque furent signés les premiers contrats pour la France durant les années 1920, offre désormais un point de résistance à la volonté administrative. Ce qu'il convient d'examiner plus avant.

L'étude de la terminologie employée pour se présenter soi-même à la Ligue, ou pour recommander un individu à l'administration, révèle une tendance à faire exister la catégorie de réfugié en la nommant, en explicitant ce qu'elle recouvre. On trouve sous la plume du socialiste Marius Moutet cet alignement de mots choisis avec soin : « C'est au surplus un réfugié politique d'origine arménienne

²⁵ *Idem*.

²⁶ Il convient cependant de ne pas donner une image trop statique des communautés réfugiées à cette époque : les données manquent pour estimer l'importance numérique des réémigrations, mais celles-ci sont attestées par les archives, notamment par les demandes de passeport Nansen. Pour ne donner que deux exemples : voir ADBR, 4 M 1126, mars 1931, le cas d'une famille de réfugiés russes souhaitant quitter la France « à cause du chômage » et gagner la Bulgarie où ils résidaient auparavant ; et ADBR, 4 M 1131, mars 1936, le cas d'un chômeur arménien s'appêtant à rejoindre sa mère en Argentine. De tels départs sont le plus souvent organisés dans le cadre des familles transnationales et/ou des réseaux diasporiques.

actuellement apatride. »²⁷ Parmi les termes que le député estime favorables à son protégé, celui de « politique » accolé à « réfugié » vise sans doute à le prémunir des mises en cause dont souffrent alors les juifs d'Allemagne, soupçonnés, d'après un vieux cliché antisémite, d'avoir quitté leur pays à des fins mercantiles et intéressées (Lewis, 2010 : 243 ; Caron, 2008 : 63-64). Une jeune femme visée par une décision de refoulement pour s'être livrée à la prostitution explique, quant à elle, « [n'avoir] pu exécuter cet ordre, étant une réfugiée d'origine arménienne, et pour ce fait, je ne peux me rendre dans aucun pays, ni rentrer dans mon pays natal »²⁸. En écho, la LDH demande au ministère de l'Intérieur de considérer avec bienveillance le dossier d'un « réfugié politique apatride qui ne peut quitter le territoire français »²⁹.

On le voit : les enjeux de la catégorisation apparaissent avec force dans les affaires d'expulsion. Pour protéger les réfugiés de cette sentence, une diversité d'acteurs – juristes internationalistes³⁰, avocats, ligueurs, représentants des réfugiés – font valoir les difficultés propres aux étrangers relevant de ce statut. Par exemple, à l'initiative de la Ligue arménienne des droits de l'Homme, le Bureau de la LDH met en discussion au printemps 1932 le problème des expulsions, afin d'arrêter la position de la Ligue dans ses actions en contentieux sur le sujet³¹. Selon Victor Basch, une telle mesure ne devrait concerner que les auteurs de délits « exceptionnellement graves », quand tous les autres mériteraient d'être défendus « en bloc » par la Ligue. Émile Kahn pour sa part, va jusqu'à souhaiter que les Arméniens « ne soient pas traités comme des étrangers » ; le droit ordinaire suffirait à les juger. Henri Guernut, alors secrétaire général de la Ligue, se montre plus pondéré, envisageant de réclamer le rapport des mesures d'expulsion au bénéfice des seuls réfugiés exempts de condamnation de droit commun. Finalement, le Bureau s'accorde sur une ligne assez générale de soutien aux Arméniens, estimant de son devoir de s'assurer que ces derniers, si malmenés par l'histoire récente³², soient traités « avec le maximum de bienveillance » par les autorités.

D'intercessions en combats militants, la catégorie de réfugié se charge d'un contenu toujours plus substantiel. L'exigence de protection face à l'expulsion est révélatrice de ce phénomène, en ceci qu'elle parvient progressivement à s'énoncer dans un langage juridique. Les archives de la pratique constituent un excellent observatoire de cette évolution. Dans un certificat qu'il émet courant

27 BDIC, LDH, F delta res 798/395, Arakelian Hagop, Lettre de Marius Moutet au ministre du Travail, novembre 1935.

28 *Idem*, Garabedian Mariam.

29 *Idem*, Decramadjian Yervant, Lettre de la Ligue au ministère de l'Intérieur, 11/02/1936.

30 L'action des juristes internationalistes a été étudiée en profondeur par Kévonian (voir par exemple Kévonian, 2001 et Kévonian et Rygiel, 2015).

31 Sur la teneur des débats au sein du Bureau, voir le bulletin officiel de la LDH : *Cahiers des Droits de l'Homme*, 12, 20 mai 1932, p. 278.

32 Fondée en soutien au capitaine Dreyfus, la Ligue rassemble dès ses débuts des personnalités qui s'étaient d'abord illustrées dans la défense des Arméniens ottomans lors des grands massacres de 1894-1896 (voir Duclert, 2015 ; Naquet, 2013). Fidèle à ce positionnement arménophile, elle mène après la Grande Guerre un combat constant pour la défense des droits nationaux des Arméniens, droits « méconnus dans le moment même où ils étaient proclamés et affirmés », pour reprendre sa déclaration solennelle du 18 janvier 1924 au Président du Conseil : voir les *Cahiers des Droits de l'Homme*, 20 mars 1924, p. 140.

1930 à l'usage de l'administration française, le directeur de l'Office des réfugiés arméniens de Marseille ne peut se référer qu'aux dispositions sommaires « du paragraphe 7 de l'annexe du décret du 11 janvier 1930, concernant les expulsions des réfugiés russes et arméniens »³³, rappelant au passage qu'il est impossible à un Arménien (ex-ottoman) de retourner dans son pays d'origine, la Turquie. Un réfugié qui chercherait à entrer dans un pays voisin, ajoute-t-il, serait dans la quasi-impossibilité de se voir délivrer un visa. Cette assertion n'est pas sans rappeler les démarches improbables que mène, en cette même année 1930, un journalier arménien de vingt-trois ans pour obtenir un certificat Nansen³⁴. Fait inhabituel, mais hautement significatif, celui-ci inscrit un point d'interrogation devant le pays de destination où il souhaite se rendre pour mettre ainsi à exécution l'ordre d'expulsion qui le frappe (cf. photo 1).

Un tournant est pris en 1933, lors de la promulgation de la convention de Genève sur le statut international des réfugiés et apatrides. Le directeur de l'Office arménien s'appuie dorénavant sur ce texte, plus particulièrement sur les dispositions prévues au chapitre II (article 3), ainsi que sur l'article 11 du décret du 2 mai 1938 stipulant d'assigner à résidence les étrangers dans l'impossibilité de quitter le territoire français³⁵.

Au vrai, la convention de 1933 est dépourvue de caractère véritablement contraignant pour les États signataires : ayant seulement valeur de recommandation, ses effets dépendent de sa transposition dans le droit national et du bon vouloir des agents de l'État à en suivre les prescriptions. Ainsi, l'affermissement de la catégorie juridique de réfugié ne met pas pour autant un terme aux aléas de l'application du droit – phénomène que Lewis (2010 : 25) appelle le « caractère contingent des droits des migrants ». Le directeur de l'Office en est donc réduit à égrener inlassablement les articles par lesquels la spécificité des réfugiés est non seulement reconnue, mais justifie aussi des « mesures de faveur »³⁶. Ces efforts furent-ils poursuivis en vain ?

Un nouvel examen des affaires confiées à la LDH permet d'observer le tour favorable qu'a pris leur dénouement dans la majorité des cas, et dans les limites qu'impose une action militante réservée aux réfugiés non visés par une condamnation. En effet, la Ligue refuse son aide à un jeune orphelin arménien auquel la condamnation pour coups et blessures « ne laisse aucune chance », bien qu'un modeste délit de vagabondage ait motivé, à l'origine, la notification d'arrêt d'expulsion³⁷. L'indignation du jeune homme³⁸ se fait entendre à travers son vœu d'être renvoyé « au moins en Syrie où on a été le chercher [en 1923] pour l'amener en France ». Un reproche sourd de cette demande, envers une France oublieuse de ses actions passées, lorsqu'elle fit venir naguère des centaines de jeunes Arméniens des orphelinats d'Orient pour les placer dans des secteurs

33 Voir par exemple le certificat FROFPRA, OA003_0006.

34 ADBR, 4 M 1125, février 1930.

35 Entre autres exemples de certificats faisant le rappel de la plus récente législation : FROFPRA, OA010_0817.

36 FROFPRA, OA010_0817.

37 BDIC, LDH, F delta res 798/395, Meguerditch Haroutunian.

38 Du moins de la personnalité arménienne qui se charge de le défendre et d'écrire pour lui, en l'espèce, Léon Pachalian (1868-1943), alors secrétaire général du Comité arménien.

Photo 1 : Détail du formulaire rempli en février 1930 par un réfugié arménien domicilié à Marseille pour obtenir un passeport Nansen. À la ligne « Se rend à... », le point d'interrogation dit bien la difficulté dans laquelle se trouve cet « expulsé », puisqu'il ne peut retourner dans son pays d'origine. Où aller, donc ?

PASSEPORT "Nansen"

Valable Jusqu'au expulsé

Nom NAZARIAN

Prénoms Zakar

Profession journalier

Né à Diarbekir (Turquie)

Le 1907

Fils de Nazar et de Mariam

Origine _____ Nationalité _____

Domicilié à Marseille 37 rue Bernard du Boi

Ancien domicile en ~~Russie~~ Diarbekir

Se rend à ?

MOTIFS DU DÉPLACEMENT

doit quitter le territoire français

Source : ADBR, 4 M 1125, février 1930.

demandeurs de main-d'œuvre, sans se soucier vraiment de leur insertion sociale. De même, l'empêchement de Léon Varjabedian dans des affaires plus ou moins douteuses finit par susciter le désaveu de la Ligue, qui lui retire définitivement son soutien en janvier 1939³⁹.

Ces cas mis à part, les demandes d'intercession aboutissent tantôt au rapport d'une mesure d'expulsion, tantôt à l'émission d'un avis favorable pour le renouvellement (d'abord refusé) d'une carte de travailleur, ou encore à l'examen bienveillant d'un dossier de naturalisation. Ainsi, le chauffeur dépourvu de certificat de résidence se voit quand même remettre la carte qui lui permettra de prendre un nouvel emploi ; la jeune femme expulsée pour s'être égarée dans une maison close obtient un sursis de départ qui semble le prélude à la normalisation de sa situation ; Abraham Haroutunian est régularisé – entre autres cas. Ces heureux dénouements n'en sont pas moins fragiles. Ils surviennent pour la plupart sous l'apaisement relatif du Front populaire. Tous portent en outre le sceau du provisoire et du révocable.

Il n'est pas anodin qu'après vingt ans de vie en France, une Arménienne du Creusot en soit venue à demander au bureau arménien chargé de représenter les intérêts des réfugiés de bien vouloir lui préciser ce que recouvre, au fond, ce statut. Une question dont nous nous saisissons avec elle.

« Et comme cela j'ai appris notre droit »

Une correspondance entamée en 1941, composée de soixante lettres et aujourd'hui conservée à l'OFPPA⁴⁰, fournit l'assise de notre dernier temps de réflexion, dédié à la découverte progressive par une réfugiée du droit censé s'appliquer à elle. Ce matériau inestimable se présente comme un long dialogue sur la condition de réfugié, croisant expérience et droit. L'arrière-plan de l'échange est celui de la Seconde Guerre mondiale. Pour autant, ce point ne traitera pas du sort des réfugiés Nansen dans la guerre. Il nous importe en revanche que la guerre ait fait naître des besoins matériels, à partir desquels le statut de réfugié se voit soudain explicité, discuté, mis en regard avec un ensemble de revendications et un vécu personnel.

Lorsque la correspondance débute en juillet 1941, suffisamment de temps s'est écoulé depuis la promulgation des premiers « arrangements » intergouvernementaux sur l'asile, depuis surtout la ratification de la convention de 1933 par le Front populaire le 20 octobre 1936, pour que l'ignorance des dispositifs sur les réfugiés par des agents de l'administration publique paraisse improbable. C'est néanmoins le cas dans la cité ouvrière du Creusot, en Saône-et-Loire, où réside l'instigatrice de cet échange épistolaire. Jusqu'en 1950, celui-ci met en relation Zevarte Capamadjian, Arménienne de Constantinople installée au Creusot en

39 BDIC, LDH, F delta res 798/395, Léon Varjabedian, lettre de la LDH (23/05/1936) rapportant que « l'intéressé serait l'objet d'inculpation multiple et la Sûreté le considère comme un homme d'affaires assez peu recommandable » ; lettre du 25/01/1939 estimant « qu'il est préférable que la Ligue ne se mêle pas » de son cas.

40 FROFPPA, dossier « Office central des réfugiés arméniens », DIR 3/1, « Correspondance au sujet de la communauté arménienne du Creusot (1941-1950) ». Les soixante lettres ont été échangées entre juillet 1941 et juillet 1950, avec toutefois une période d'interruption entre 1945 et 1950.

1923 avec son second mari, le premier ayant été assassiné durant le génocide de 1915, et Jiraïr Artinian, qui dirige à Paris l'un des deux Offices des réfugiés arméniens (Kunth, 2017).

Le Creusot compte en 1941 vingt-cinq familles arméniennes, embauchées (du moins les hommes) aux usines Schneider. Le terme de « colonie » employé par Mme Capamadjian pour engager les présentations dans sa lettre du 28 juillet 1941, la première du dossier, circonscrit d'un trait trop appuyé le collectif que forment alors ces familles au Creusot où, en réalité, elles sont dépourvues de la moindre structure communautaire : « nous n'avons ni Union Nationale, ni personne qui s'occupe de nous », explique Mme Capamadjian. Or des difficultés nouvelles ont surgi au Creusot, et aucune organisation interne au groupe n'ayant permis à celui-ci de s'affirmer sur la scène locale pour y faire face, il est temps de s'enquérir des droits auxquels peuvent prétendre les Arméniens réfugiés en France. La quête de tels renseignements doit être menée auprès d'un autre interlocuteur que la mairie du Creusot, à une autre échelle des savoirs et des pratiques, ce dont Mme Capamadjian a bien conscience en écrivant à ce qu'elle pense légitimement être une représentation arménienne en France : l'Office des réfugiés arméniens, bureau de Paris.

Il faut se féliciter que Mme Capamadjian ait frappé à la bonne porte. En trois jours le directeur de l'Office lui a répondu, mais pour faire à son tour une demande, car s'il existe bel et bien des droits pour les réfugiés Nansen, il convient avant de les exposer de mieux cerner les problèmes rencontrés par les Arméniens du Creusot. Une description du petit groupe creusotin est donc attendue, avec, si possible, un décompte précis des familles et le détail des statuts administratifs portés. Au passage, l'Office demande de désigner une personne de confiance pour représenter la « colonie » et faciliter ainsi les échanges, suggérant que Mme Capamadjian se porte volontaire⁴¹. En quelques semaines, les lignes ont déjà bougé pour les Arméniens du Creusot qui, certes, rechignent parfois à confier les données individuelles que Mme Capamadjian réclame pour les communiquer à Paris⁴², mais concèdent à l'idée de sortir d'une « zone grise » pour accéder à leurs droits.

Les premiers éléments de cette correspondance permettent de saisir l'étonnement réciproque suscité par la nature des informations échangées. Étonnement du directeur de l'Office, d'abord, apprenant l'existence de familles insérées depuis presque vingt ans dans le tissu ouvrier d'une ville-usine, mais isolées du reste de la communauté arménienne. Il se soucie bientôt, par

41 Mme Capamadjian se fait aider dans cette tâche par son fils André, âgé de treize ans en 1941. Scolarisé en France, il est admis au certificat d'études avec mention très bien. Scripte dévoué à sa mère et à la cause de ses compatriotes réfugiés, André s'engage bientôt dans le maquis du Morvan et meurt le 30 août 1944 lors de sa capture par des soldats allemands, lesquels ont réservé à sa dépouille d'adolescent de seize ans un sort cruel. Son cas (orthographié Kapamadjian) fut présenté lors de l'exposition « Des étrangers dans la Résistance », Musée de la Résistance en Morvan, 2012.

42 Dans sa lettre du 20/08/1941 (FROFRA, « Office central des réfugiés arméniens », DIR 3/1, Correspondance), Mme Capamadjian rapporte des réactions de méfiance suscitées par sa démarche. Deux mois plus tard, elle se félicite néanmoins de l'accueil que lui réservent ses compatriotes, qui « avaient trop besoin de quelqu'un pour s'occuper d'eux » (lettre du 24/10/1941). Puis, la situation se tend lorsque Mme Capamadjian se met à susciter la jalousie, en raison notamment de la somme qu'elle reçoit de l'Office (150 francs par mois), en contrepartie des services rendus (lettres de février 1942).

exemple, qu'un prêtre de l'église apostolique⁴³ de Paris vienne rendre visite à ces ouailles égarées. Car de l'aveu de Mme Capamadjian, la plupart se voyaient obligées de fréquenter l'église catholique locale pour bénéficier des seuls avantages sociaux qui leur étaient dispensés, non point en tant que réfugiés, mais en tant qu'ouvriers des usines Schneider ; leurs enfants pouvaient être scolarisés par l'entreprise, à condition qu'ils fussent baptisés suivant le rite romain et inscrits au catéchisme⁴⁴. Étonnement de Mme Capamadjian, ensuite, découvrant la portée juridique du statut de réfugié : « Monsieur, j'ai reçu votre lettre et comme cela j'ai appris notre droit de réfugiés arméniens », commente celle qui témoigne aussi de l'ignorance dans laquelle se trouvaient les élus municipaux et les divers acteurs sociaux qu'elle se met aussitôt à solliciter. En effet, lorsqu'elle relate les démarches entreprises auprès du commissariat, des services de la ville ou du bureau du personnel des Usines, Mme Capamadjian ne manque pas de décrire les réactions de ses interlocuteurs, allant de l'incrédulité (« si vraiment une loi existe... »⁴⁵) à la franche hostilité (« M. Brun m'a très mal reçue, il a crié : "Pauvre France, et dire qu'il faut payer tous ces étrangers !" »⁴⁶), en passant par un intérêt marqué pour la nouveauté administrative que ses dires mettaient au jour⁴⁷.

L'un des traits les plus marquants de cette correspondance tient ainsi au rôle d'intermédiaire qu'endosse Mme Capamadjian non seulement auprès de ses compatriotes, mais encore auprès des autorités de la ville ou des usines Schneider. C'est elle qui apprend aux agents publics ce qu'ils auraient dû savoir s'ils avaient ouvert le *Journal officiel*, « dont la collection entière doit se trouver à la Mairie », souligne Artinian dans sa lettre du 28 août 1941, tout en invitant par ailleurs Mme Capamadjian à s'armer de patience : « car il faudra un certain temps aux Autorités du Creusot pour s'assimiler les conditions de notre Statut qu'elles semblent ignorer totalement (*sic*). » Or un tel apprentissage n'est pas sans causer des vexations à celui qui le dispense. Les lettres de Mme Capamadjian disent en effet à quelles paroles d'intimidation peut s'exposer l'étranger – pendant l'Occupation, qui plus est – venu se présenter au guichet pour faire valoir son statut ; davantage encore, pour permettre à un groupe d'être traité administrativement en catégorie éligible à un ensemble de droits sociaux :

43 L'Église arménienne est qualifiée d'apostolique en référence aux apôtres évangélisateurs de l'Arménie, Thaddée et Barthélémy. Il s'agit d'une Église orientale, autocéphale, qui rassemble aujourd'hui encore la majorité des fidèles.

44 Voir FROFPA, « Office central des réfugiés arméniens », DIR 3/1, Correspondance, lettre du 20/08/1941, dans laquelle Mme Capamadjian explique « sans cela les écoles des Usines ne les prendraient pas et ils se trouveraient devant beaucoup de difficultés ». On comprend dans ces circonstances que l'envoi d'un prêtre apostolique par les autorités arméniennes de Paris n'ait pas fait l'unanimité chez les Arméniens du Creusot, du moins chez ceux qui avaient intérêt à se conformer aux attentes de leur employeur : voir ainsi la lettre du 08/01/1942.

45 *Idem*, lettre du 20/08/1941.

46 *Idem*, lettre du 24/09/1941. M. Brun est alors employé au service d'assistance de la mairie du Creusot.

47 Il en va ainsi du juge de paix que Mme Capamadjian est allée trouver, munie d'un certificat délivré par l'Office de Paris et faisant le rappel des dispositions de la convention de 1933. Mme Capamadjian attendait du juge qu'il atteste, au vu de cette pièce, de la spécificité du statut de réfugié. Or le juge, après avoir lu le certificat, répondit à Mme Capamadjian : « Cela m'intéresse, revenez dans quelques jours », signe qu'il avait encore tout à apprendre sur le sujet. *Idem*, lettre du 24/09/1941.

« Au bureau d'assistance [où l'on retrouve ce même M. Brun cité plus haut], on m'a fait des reproches en disant : "C'est vous qui avez renseigné les Arméniens pour qu'ils fassent leur demande d'assistance". Au bureau de police, ils ont eu l'air de me dire : "Vous feriez mieux de ne pas vous occuper de ces choses-là". »⁴⁸

La manière dont le droit est explicité par le directeur de l'Office constitue un autre trait singulier de cette source. Loin d'égrener les articles de la convention de 1933 ou d'en donner même l'esprit général, en rappelant par exemple que la clause de la nation la plus favorisée s'applique aux réfugiés pour leur accorder les droits sociaux reconnus aux étrangers bénéficiaires de traités bilatéraux⁴⁹, Artinian informe Mme Capamadjian « au fur et à mesure des besoins »⁵⁰, comme il l'écrit lui-même, c'est-à-dire au vu des situations précises qu'elle lui décrit. Le procédé, par les rapprochements qu'il opère entre vécus individuels et dispositifs conventionnels, fait songer à la façon même dont le droit des réfugiés a été pensé durant les décennies 1920 et 1930, au gré des concertations menées à Genève entre acteurs publics et privés pour résoudre tel ou tel aspect circonstancié d'une question bien plus vaste. L'arrangement portant création du certificat Nansen en 1922, tout comme les « mesures de faveur » relatives à l'expulsion, ont fourni une illustration de ces avancées au cas par cas. Il convient donc d'avoir toujours à l'esprit la nature processuelle, tâtonnante voire « palimpseste »⁵¹ de ce premier corpus asilaire, pour appréhender l'expérience que les réfugiés ont pu faire de leur condition statutaire⁵².

Les questions que Jiraïr Artinian adresse à Mme Capamadjian rendent compte de cette curieuse situation. Le directeur de l'Office arménien cherche, en effet, à s'instruire des formalités que les Arméniens du Creusot ont dû accomplir au civil – pour se marier par exemple –, quand les dispositions que leur aménageait leur statut étaient ignorées des services compétents. Or ces dispositions avaient précisément été conçues pour pallier l'incapacité des réfugiés à suivre les procédures ordinaires, puisqu'à la différence des autres étrangers, ils étaient dépourvus de représentation consulaire où s'enquérir des papiers réglementaires. « Comment avez-vous fait alors ? », demande en substance Artinian, dont les interrogations dessinent un portrait en creux du réfugié, où ce ne sont guère les composantes du statut juridique qui importent, mais les actes rendus nécessaires par la méconnaissance même de ces composantes statutaires. Car si les réfugiés sont demeurés indistincts dans le regard des autorités du Creusot –

48 *Idem*, lettre du 03/11/1941.

49 Voir à ce sujet la note 4.

50 FROFPA, « Office central des réfugiés arméniens », DIR 3/1, Correspondance, lettre du 28/08/1941.

51 Selon les mots d'Élie-Benjamin Loyer, doctorant à l'université de Paris-Nanterre (thèse provisoirement intitulée *Les étrangers et la justice de France sous la Troisième République : gestion pénale et administrative des étrangers délinquants, 1880-1938*, sous la direction de P. Rygiel), lors de son intervention à la Journée d'étude « L'Europe au miroir : un siècle de représentations des réfugiés », organisée le 28 avril 2017 au Musée national de l'histoire de l'immigration par F. Detue et A. Kunth.

52 Statut à l'élaboration duquel d'éminentes personnalités des communautés russe et arménienne en exil ont pris part.

« il m’a répondu que nous sommes considérés comme tous les étrangers »⁵³, rapporte ainsi Mme Capamadjian à l’issue de sa confrontation avec le service des contentieux de Schneider –, une analyse phénoménologique de leur relation à l’administration dévoile au contraire ces fins écarts à la norme générale par lesquels, comme nous l’avons souligné, leur spécificité devient tangible.

En réponse aux questions insistantes d’Artinian sur les formalités du mariage, Mme Capamadjian explique ce que devaient faire « les personnes ne possédant aucun papier de leur pays », situation en soi révélatrice d’un problème propre à cette catégorie d’étrangers. Dans ces conditions, il convenait d’aller trouver le juge de paix afin qu’il dresse un acte de notoriété, « pièce qui remplace tous les autres papiers », moyennant le paiement de quatre-vingt-quinze francs. Pour établir cet acte, le juge de paix s’appuyait sur les déclarations solennelles de deux à trois témoins qui se prévalaient de bien connaître l’individu concerné par la procédure d’identification. Formalité « absolument inutile », rétorque Artinian, du moins pour les personnes encore en possession de leur passeport turc – aussi vieux soit-il – ou d’une pièce d’identité datant même de l’époque ottomane. Car sur la base de ces documents, l’Office des réfugiés arméniens est habilité à délivrer, pour cinquante-six francs seulement, les certificats d’identité nécessaires à la vie civile, « que les Mairies sont tenues d’accepter ».

En somme, l’Office tient lieu de représentation consulaire, d’échelon intermédiaire de protection entre les réfugiés apatrides et l’administration du pays d’accueil. Artinian n’a de cesse d’assurer Mme Capamadjian – qui craint d’être lassante et importune – du plein soutien de l’Office à ses côtés : « nous sommes organisés pour la protection de nos compatriotes », rappelle-t-il, « aucune difficulté ne peut nous rebuter »⁵⁴. Les difficultés sont pourtant innombrables en ces temps de guerre et de collaboration du régime de Vichy avec l’occupant allemand.

Fin 1941, Artinian avertit Mme Capamadjian des « profonds changements »⁵⁵ qui affecteront l’organisation de l’Office arménien au début de l’année 1942. Ceci, parce que Vichy vient de dénoncer la convention de 1933 sur le statut international du réfugié et a ordonné le retrait de la France de la SDN. Dans ce mouvement, un terme est mis à l’activité de l’ensemble des Offices Nansen, qui cessent de fonctionner en janvier 1942. Leurs attributions, placées naguère sous la double tutelle de la SDN et du ministère français des Affaires étrangères, sont dorénavant dévolues à un Bureau chargé des Intérêts des Apatrides ; celui-ci dépend du seul secrétariat d’État aux Affaires étrangères de Vichy. Au sein de cette nouvelle structure, dont l’histoire est à ce jour connue dans ses grandes lignes seulement, les agents des Offices Nansen poursuivent leur mission auprès des réfugiés statutaires (Kévonian, 2017 : 93-101), tel Artinian auprès de Mme Capamadjian.

53 FROFPA, « Office central des réfugiés arméniens », DIR 3/1, Correspondance, lettre du 24/09/1941. Il faut entendre par ces termes (« comme tous les étrangers ») que les services des contentieux de Schneider méconnaissaient les dispositions accordant aux réfugiés Nansen la clause de la nation la plus favorisée, afin qu’ils bénéficient des droits reconnus aux étrangers « privilégiés ». Voir ci-haut, note 4.

54 *Idem*, lettre du 29/10/1941.

55 *Idem*, lettre 31/12/1941.

Leur correspondance atteint bientôt ce point où la figure du réfugié se perd dans le tumulte de la guerre, pour traiter de problèmes communs à l'ensemble de la population. Il en va ainsi de l'envoi de colis aux prisonniers, du versement d'indemnités aux victimes des bombardements, de l'évacuation des quartiers dévastés, des infirmités, des problèmes de ravitaillement, de la faim, du froid. Dans ces circonstances générales, Mme Capamadjian témoigne toutefois d'un traitement discriminé des étrangers. La question des dommages de guerre en fournit une illustration éloquente, puisque l'attribution des indemnités a introduit des différences notables entre les habitants sinistrés par le bombardement britannique du 20 juin 1943 : « tous nos compatriotes n'ont pas eu leurs droits, ils voulaient vous écrire, mais ils n'osaient pas. Je vous entretiendrai quand je pourrai sur ces cas, mais tous les Arméniens ont peur d'être mal vus au Creusot »⁵⁶. Ce n'est là qu'un aperçu de ces existences tapies dans les décombres et dans les interstices du droit, osant rarement donner de la voix en ces temps exceptionnels où s'effondrent les cadres de vie comme les normes politiques et morales.

Conclusion

Le statut de réfugié apatride s'est construit dans une double temporalité, aux visées distinctes et complémentaires, les unes pragmatiques, les autres plus idéalistes. Temporalité courte et circonstanciée des « arrangements » promulgués à Genève pour apporter une réponse rapide à un problème précis. Temporalité plus lente d'une pensée juridique engagée pour la protection des minorités face à la souveraineté sans borne des États (Kévonian, 2015). L'expérience que des hommes et des femmes ont faite du statut de réfugié ne pouvait s'appréhender sans travailler sur ces temporalités, qui sont celles de la norme en construction. Norme projetée et discutée dans les cercles d'experts internationaux, mais encore – pour rester au plus près du questionnement qui est le nôtre – norme critiquée ou revendiquée par une pluralité d'acteurs sociaux.

La démarche consistant à analyser un phénomène dans l'exacerbation où l'a poussé une crise collective a permis d'observer deux faits marquants. Tout d'abord, le nivellement de la situation des étrangers face aux atteintes faites à leurs droits lors des retournements de conjoncture. Les recours adressés à la Ligue des droits de l'Homme dans les années 1930 pour rester en règle ou échapper à l'expulsion, ou encore les doléances de Guekas au sujet des restrictions à l'embauche rendant la vie impossible durant la guerre, nous incitent à reprendre à notre compte la remarque de l'historienne Mandel (2003 : 33) : les autorités se comportaient avec les réfugiés comme s'ils bénéficiaient encore de la protection de leur pays d'origine et avaient la liberté de s'en retourner. Quant aux lettres de Mme Capamadjian, elles ont révélé l'âpreté des négations qu'il a fallu mener au guichet pour que le statut inscrit sur les papiers d'identité ouvre enfin accès à des droits ; l'ignorance des subtilités statutaires dans laquelle se trouvaient les agents du Creusot a fourni une illustration de plus du hiatus entre le champ normatif et celui de la pratique.

56 *Idem*, lettre du 06/02/1944.

Cependant, les lettres de Mme Capamadjian ont aussi montré qu'il existait bel et bien des guichets pour faire valoir ses droits, même dans le contexte ouvertement xénophobe de la Seconde Guerre mondiale. Cette observation tend à indiquer que la protection accordée aux Nansen s'est mise à recouvrir, sur la durée, une réalité plus consistante. Une telle évolution doit beaucoup à l'action des instances intermédiaires – Offices, réseau militant des ligueurs · chargées de défendre les intérêts des réfugiés, de seconder leurs plaintes, et in fine, de faire exister la catégorie de réfugié en ses spécificités juridiques. Cette évolution renseigne en outre sur le temps nécessaire à la transposition dans le droit national d'un statut de conception genevoise. Un temps le plus souvent désaccordé, où les recommandations des instances internationales sont mises en tension avec les enjeux de politique intérieure.

Ces résultats gagneraient à être croisés avec les observations faites à partir d'autres corpus, telle la jurisprudence étudiée par Élie-Benjamin Loyer pour éclairer l'action des magistrats face aux réfugiés⁵⁷. Davantage encore, il manque une étude exhaustive des fonds du Bureau des apatrides⁵⁸, qui seule permettrait d'affiner notre connaissance de la situation des Nansen sous Vichy et de documenter, par l'examen des pratiques, le devenir de leur protection par-delà le retrait de la France de la Société des Nations (Kévonian, 2017 : 95 ; Kunth, 2015 : 82 sq).

Références bibliographiques

Sources citées

ADBR : Archives départementales des Bouches-du-Rhône, série 4 M : 964 (« Réfugiés russes ») ; 1116 à 1137 (« Passeports ») ; 2354 (« Étrangers signalés »).

BDIC : Bibliothèque, LDH, Droit des Étrangers, F delta res 798/395-396 (« Arménie »), F delta res 798/400 (« URSS »), F delta res 798/411-412 (« Apatrides »).

Cahiers des Droits de l'Homme, 1924 à 1932.

Convention de Genève, 28/10/1933 [en ligne]. URL : <https://www.wdl.org/fr/item/11580/>

Fonds arménien de l'OFPPRA : certificats numérisés, 1929-1942 (FROPPRA, OA001-OA013) ; correspondance entre Artinian et Capamadjian, 1941-1950 (FROPPRA, « Office central des réfugiés arméniens », DIR 3/1, Correspondance)

JO : *Journal officiel de la République française*.

Nabokov Vladimir (2010) *Autres rivages* (1966), in Maurice Couturier Dir., *Œuvres romanesques complètes, t. II*, Paris, Gallimard (collection « Bibliothèque de la Pléiade »), pp. 1145-1413.

Verneuil Henri (1985) *Mayrig*, Paris, Robert Laffont, 288 p.

⁵⁷ Sur le travail d'Élie-Benjamin Loyer, voir note 47.

⁵⁸ Ces fonds ont été récemment localisés : voir Kévonian (2017 : 94, n. 16).

Travaux

Angoustures Aline et Kévonian Dzovinar (2017) Écrire l'histoire de la protection des réfugiés et apatrides en France (1920-1960), in Aline Angoustures, Dzovinar Kévonian et Claire Mouradian Eds., *Réfugiés et apatrides. Administrer l'asile en France (1920-1960)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, pp. 11-45.

Arendt Hannah (2002 [1951]) *Les Origines du totalitarisme, t. 2, L'Impérialisme*, Paris, Gallimard, 1615 p.

Blanchard Emmanuel (2013) Les « indésirables ». Passé et présent d'une catégorie d'action publique, in GISTI, *Figures de l'étranger. Quelles représentations pour quelles politiques ?*, Paris, GISTI, pp. 16-26.

Caron Vicki (2008 [1999]) *L'Asile incertain. La crise des réfugiés juifs en France (1933-1942)*, Paris, Tallandier, 744 p.

Cerutti Simona (2010) *Étrangers. Étude d'une condition d'incertitude dans une société d'Ancien régime*, Montrouge, Bayard, 301 p.

Denis Vincent (2006) L'encartement : de l'Ancien régime à l'Empire, in Xavier Crettiez et Pierre Piazza Eds., *Du papier à la biométrie. Identifier les individus*, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 39-50.

Duclert Vincent (2015) *La France face au génocide des Arméniens*, Paris, Fayard, 435 p.

Foa Jérémie (2017) Les droits fragiles. L'insécurité juridique des huguenots au temps des guerres de Religion, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 64 (2), pp. 93-108.

Gatrell Peter (2017) Refugees – What's wrong with history?, *Journal of Refugee Studies*, 30 (2), pp. 170-189.

Gatrell Peter (2013) *The Making of the Modern Refugee*, Oxford, Oxford University Press, 336 p.

Gousseff Catherine (2008) *L'exil russe. La fabrique du réfugié apatride*, Paris, Éditions du CNRS, 335 p.

Kévonian Dzovinar (2017) Diplomates et juristes face à la question de la protection des réfugiés en France, du Bureau chargé des intérêts des apatrides de Vichy à la mise en place de l'Ofpra (1942-1955), in Aline Angoustures, Dzovinar Kévonian et Claire Mouradian Eds., *Réfugiés et apatrides. Administrer l'asile en France (1920-1960)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, pp. 91-113.

Kévonian Dzovinar (2015) « Hôtel des peuples et maisons-wagons ». L'action internationale face aux réfugiés et apatrides arméniens dans les années 1920, in Conseil scientifique international pour l'étude du génocide des Arméniens, *Le génocide des Arméniens*, Paris, Armand Colin, pp. 178-191.

Kévonian Dzovinar (2005) Enjeux de catégorisations et migrations internationales : Le Bureau International du Travail et les réfugiés (1925-1929), *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 21 (3), p. 95-122.

Kévonian Dzovinar (2004) *Réfugiés et diplomatie humanitaire. Les acteurs européens et la scène proche-orientale pendant l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 561 p.

Kévonian Dzovinar (2001) Les juristes juifs russes en France et l'action internationale dans les années vingt, *Archives juives*, 34 (2), pp. 72-94.

- Kévonian Dzovinar et Rygiel Philippe** (2015) Introduction. « Faiseurs de droit » : les juristes internationalistes, une approche globale située, *Monde(s). Histoire, Espaces, Relations*, 7, [en ligne]. URL : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01159904/document>
- Kunth Anouche** (2017) Le refuge arménien et sa double représentation. Dans les méandres des anciens offices (1919-1945), in Aline Angoustures, Dzovinar Kévonian et Claire Mouradian Eds., *Réfugiés et apatrides : administrer l'asile en France (1920-1960)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, pp. 65-80.
- Kunth Anouche** (2015) Dans les rets de la xénophobie et de l'antisémitisme : les réfugiés arméniens en France, des années 1920 à 1945, *Archives Juives*, 48 (1), pp. 2-95.
- Lewis Marie D.** (2010 [2007]) *Les frontières de la République. Immigration et limites de l'universalisme en France (1918-1940)*, Marseille, Agone, 425 p.
- Mandel Maud S.** (2003) *In the Aftermath of Genocide. Armenians and Jews in Twentieth-Century France*, Durham, Duke University Press, 317 p.
- Mauco Georges** (1932) *Les étrangers en France. Leur rôle dans l'activité économique*, Paris, Armand Colin, 602 p.
- Naquet Emmanuel** (2013) Quelques défenseurs des droits de l'Homme face à la cause arménienne (fin XIXe-début XXe siècle), *Études arméniennes contemporaines*, 2, pp. 43-61.
- Noiriel Gérard** (Éd.) (2007) *L'identification. Genèse d'un travail d'État*, Paris, Belin, 272 p.
- Pairault André** (1926) *L'immigration organisée et l'emploi de la main-d'œuvre étrangère en France*, Paris, Presses universitaires de France, 359 p.
- Peschanski Denis** (2002) *La France des camps. L'internement (1938-1946)*, Paris, Gallimard, 456 p.
- Piazza Pierre** (2004) *Histoire de la carte nationale d'identité*, Paris, Odile Jacob, 462 p.
- Reynaud-Paligot Carole** (2006) *La République raciale. Paradigme racial et idéologie républicaine (1860-1930)*, Paris, Presses universitaires de France, 338 p.
- Rygiel Philippe** (2006a) Indésirables et migrants désirés. Notes sur les pratiques des migrants dans quelques grands pays d'immigration (1880-1939), in Philippe Rygiel Éd., *Le bon grain et l'ivraie. La sélection des migrants en Occident (1880-1939)*, La Courneuve, Aux Lieux d'Être, pp. 21-36.
- Rygiel Philippe** (2006b) Refoulements et renouvellement des cartes de « travailleur étranger » dans le Cher durant les années 1930, in Philippe Rygiel Éd., *Le bon grain et l'ivraie. La sélection des migrants en Occident (1880-1939)*, La Courneuve, Aux Lieux d'Être, pp. 199-226.
- Schor Ralph** (1985) *L'opinion française et les étrangers (1919-1939)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 761 p.
- Simpson John Hope** (1939) *The Refugee Problem. Report of a Survey*, London, Oxford University Press, 637 p.
- Skran Claudena M.** (1995) *Refugees in Inter-War Europe. The Emergence of a Regime*, Oxford, Clarendon Press, 324 p.
- Weil Patrick** (2005 [1991]) *La France et ses étrangers. L'aventure d'une politique de l'immigration de 1938 à nos jours*, Paris, Gallimard, 579 p.
- Zalc Claire** (2010) *Melting Shops. Une histoire des commerçants étrangers en France*, Paris, Perrin, 330 p.

Anouche Kunth

**Faire l'expérience d'un statut en construction.
Aléas, infortunes et revendications des réfugiés Nansen
en France (1922-1942)**

Cet article s'intéresse aux effets sur les individus d'une procédure d'assignation à un statut administratif qui lui-même demandait encore à être étayé par le droit. Telle était la situation des réfugiés russes et arméniens au sortir de la Première Guerre mondiale, lorsqu'ayant été déchus de leurs droits nationaux par leurs États d'origine respectif, ils furent collectivement placés sous la protection compensatoire de la Société des Nations. Pour autant, le droit international sur l'apatridie restait à écrire. Dans ces conditions, que pouvait ce statut incertain, quelles spécificités était-il à même d'aménager au sein du droit des étrangers ? Quelle réalité revêtait-il aux yeux de l'administration ? Quelle idée s'en faisaient les réfugiés relevant de cette catégorie ? Cette étude porte plus précisément sur les Arméniens dans la France de l'entre-deux-guerres et mobilise des archives de la pratique, afin de se tenir au plus près des expériences quotidiennes.

**Experimenting an Evolving Legal Status. Hazards, Mishap
and Claims of Nansen Refugees in France (1922-1942)**

This article aims to describe what happens to a migrant who has been submitted to an administrative status that has yet to be defined. Such was the situation of Russian and Armenian refugees in the aftermaths of the First World War, who, after they had been deprived of their citizenship by their former countries, were collectively placed under the protection of the League of Nations. However, the international law on statelessness was still to be written. Facing this paradox, the article focuses on the uncertain reality that a variety of social actors experimented during interwar France, building its case on archival material related mostly to the Armenian refugees, and addressing its main questions: what was the real purview of an ill-defined legal status? Was it able to effectively protect people registered under it? Furthermore, how was it understood and appraised by the beneficiaries themselves?

**Experimentar un estatuto en construcción.
Peligros, infortunios y reivindicaciones de los
refugiados Nansen en Francia (1922-1942)**

Este artículo se refiere a los efectos sobre las personas de un procedimiento de asignación a un estatuto administrativo que, a su vez, tenía todavía que ser refrendado por la ley. Ésta era la situación de los refugiados rusos y armenios al final de la Primera Guerra Mundial, cuando sus respectivos estados de origen los privaron de sus derechos nacionales y quedaron colectivamente bajo la protección compensatoria de la Sociedad de las Naciones. Sin embargo, aún no se había redactado el derecho internacional sobre la apatridia. En estas condiciones, ¿qué características específicas podría tener este estatuto incierto dentro de la ley de extranjería? ¿Cuál era la realidad desde el punto de vista de la administración? ¿Qué pensaron los refugiados que pertenecían a esta categoría? Este estudio trata precisamente de los armenios en Francia en el período de entreguerras y moviliza los archivos de la práctica, con el fin de acercarse lo más posible a las experiencias cotidianas.